

-5. Dez. 72 17 - 6. DEZ. 72

Copie verte

p.B.15.50.4.(Tun.) - HD/MLS/gm

CONFIDENTIEL

Visite officielle à Berne du Ministre des affaires étrangères de Tunisie, son Excellence
M. Mohamed Masmoudi, les 26 et 27 octobre 1972

P r o t o c o l e

de la séance de travail du 26 octobre
de 14.30 à 17.15 heures

Liste de la délégation tunisienne

Mohamed Masmoudi	Ministre des affaires étrangères
Abdelmelek Bergaoui	Ambassadeur de Tunisie en Suisse
Ali Hedda	Ambassadeur et Directeur de la Coopération internationale
Hachemi Ouanes	Directeur-Adjoint des Affaires politiques
Abdelmelek Larif	Attaché au Cabinet du Ministre des affaires étrangères

Liste de la délégation suisse

Pierre Graber	Conseiller fédéral, Chef du DPF
René Keller	Ambassadeur, Chef de la Division des organisations internationales
René Stoudmann	Ambassadeur de Suisse en Tunisie
Sigismond Marcuard	Ambassadeur, Délégué à la Coopération technique
Michael Gelzer,	Ministre, Chef du Service politique Ouest
Peter Erni	Chef du Service d'information et presse du DPF



- 2 -

Edouard Brunner	Remplaçant du Chef du Secrétariat politique
Sven Meili	Collaborateur diplomatique, Protocole
Claude Huguenin	Collaborateur diplomatique, Protocole

Ordre du jour:

1. le Moyen-Orient
 2. la Conférence sur la sécurité et la Coopération
en Europe
 3. la Conférence de sécurité en Méditerranée
 4. le Bangla Desh
 5. questions bilatérales
-

- 3 -

M. Graber: J'ai déjà eu, lors de votre arrivée à Genève et ce matin même, Monsieur le Ministre, l'heureuse occasion de m'entretenir avec vous. Pour cette troisième rencontre cet après-midi dans ce sévère lieu de travail, j'aimerais profiter scandaleusement de votre présence pour traiter avec vous de quelques problèmes qui nous touchent les uns et les autres de près. Vous avez fait ces derniers temps, Monsieur le Ministre, de nombreux voyages et avez sans doute recueilli des informations très intéressantes. Je vous inciterais en premier lieu à nous faire part de votre point de vue sur le problème du Moyen-Orient. Il s'avère en effet pour nous d'une importance particulière de pouvoir en discuter avec un ministre arabe. Qu'il s'agisse du Viêt-Nam, des rapports entre l'Est et l'Ouest ou des problèmes européens, partout il y a négociation et approche; mais au Moyen-Orient c'est le point mort. Nous estimons quant à nous qu'il ne saurait y avoir de sécurité en Europe sans sécurité en Méditerranée.

Vous qui revenez de New York, Monsieur le Ministre, pensez-vous qu'une relance de la mission Jarring soit possible et qu'au lendemain des élections américaines Washington prenne quelque nouvelle initiative ? Une question d'une importance particulière nous semble être celle du comportement de l'Union soviétique. Vous qui avez davantage de facilité que nous pour sentir la complexité de la situation créée par le renvoi des Russes d'Egypte, pensez-vous que la situation demeure celle d'avant juillet ou quelque chose d'irréversible se serait-il produit ?

Moyen-Orient

M. Masmoudi: Je suis vraiment heureux, Monsieur le Ministre, d'être l'hôte de ce pays qui par sa position, ses engagements et l'attention qu'il porte aux problèmes contemporains, se révèle particulièrement agissant quoique neutre. Je mesure ma responsabilité comme échantillonnage de la sensibilité arabe tant comme communauté que pays pris isolément. Je vous adresse mes remerciements à vous, au gouvernement fédéral et au peuple helvétique, qui nous marque son estime en paraisant, entre autres, la formation des nôtres et en soignant notre Président, artisan principal de notre

indépendance. En cela je ne cède pas à la mode orientale du langage fleuri et de la rhétorique, mais vous transmets en toute sincérité les sentiments du Président Bourguiba, du gouvernement et du peuple tunisiens, pour vous remercier de cette visite.

Nous sommes effectivement très préoccupés par les problèmes de la partie orientale de la Méditerranée. Notre approche part du début, d'un conflit entre deux nationalismes. Il ne s'agit en fait pas seulement d'un problème israélo-palestinien, soit de deux communautés cherchant à vivre sur le même territoire, l'une déjà fixée et l'autre cherchant à s'implanter et y étant arrivée à la suite de plusieurs raisons légitimes ou non, mais bien d'un problème impliquant les autres pays arabes. Nous, Tunisiens, avons tenté de désarabiser et dénationaliser le problème de part et d'autre; des questions supplémentaires sont cependant venues se greffer faisant oublier l'aspect purement palestinien, de telle sorte qu'aujourd'hui il faut rappeler tout le problème. Nous pensons que les pays arabes ont accumulé erreurs et échecs, mais que le temps aidant ces erreurs et échecs ont précisément contribué à les édifier. Lors du dernier sommet arabe en 1970 consécutif aux événements en Jordanie, conférence épuisante où il eut toutes les peines à retenir le bouillant Khaddafi, Nasser devait avouer avoir commis beaucoup d'erreurs et sous-estimé certaines situations, dont entre autres l'affaire du Yémen où l'Egypte engloutit des milliers d'hommes et tout le contexte créé par les Syriens au début de 1967 selon lequel Israël allait attaquer la Syrie. Au moment même où il était devenu sage, Nasser a disparu sans donner de preuve tangible du nouveau Nasser modifié, éclairé et assagi. Khaddafi est alors resté seul pour endosser le leadership de la nation arabe sans avoir compris cette transformation accomplie chez Nasser.

Après nous avoir attaqué parfois avec virulence, c'est Nasser lui-même qui a invité la Tunisie à participer aux réunions de la Ligue arabe. Nous y étions particulièrement écoutés par le Raïs qui prenait par la suite nombre de nos arguments à son propre compte. Nasser laissait en définitive une situation peu enviable:

une occupation israélienne et russe. Une de ses plus graves erreurs est d'avoir crié au voleur en 1967 en faisant croire que les Etats-Unis étaient parties à la guerre et d'avoir exigé la rupture des relations, offrant ainsi le monde arabe sur un plateau d'argent à l'URSS. Le problème du Moyen-Orient est donc devenu une affaire internationale qui a entraîné les Grands et cela Nasser ne l'avait pas voulu. Cette région suscite en effet de l'intérêt. Beaucoup salivent à l'odeur du pétrole et cherchent n'importe quel prétexte pour s'y implanter. Pour l'URSS le terrain psychologique était déjà bien préparé quand Nasser accusa les Américains d'être parties à la guerre. Ces derniers ayant refusé de participer au sauvetage d'Assouan, les Russes ont su profiter de cette carence des Américains et investir une sorte d'estime auprès des Egyptiens. C'est là une oeuvre à inscrire à l'actif du génie soviétique. Dans la foulée de ces événements (dont le cas de la Tchécoslovaquie, au sujet duquel la Tunisie a regretté qu'il n'y ait pas eu davantage de réaction dans le camp occidental), on assista à un envahissement pacifique de la Méditerranée par l'Union soviétique.

Le problème dès lors n'a fait que s'aggraver et se cristalliser en une guerre froide d'un type nouveau. Sous prétexte d'un équilibre des forces, une première thèse fut celle de ne pas livrer d'armes aux antagonistes. Cependant les livraisons des Etats-Unis ont entraîné celles des Soviétiques et insensiblement les Grands ont eux aussi glissé dans l'escalade des armements pour en arriver au stade actuel où 70 bâtiments de guerre soviétiques et presque autant des USA et de l'OTAN sillonnent la Méditerranée.

Pour asseoir leur présence en Méditerranée, les Russes se sont alors tournés vers les pays du Maghreb. Ils nous reprochèrent à nous Tunisiens d'être les seuls à ne pas les accueillir avec des transports de joie et de refuser de recevoir leurs navires. Par l'intermédiaire des Bulgares ils proposèrent de louer Bizerte avec la promesse d'y construire un arsenal et d'employer à cet effet 10'000 ouvriers tunisiens. Nous refusâmes cette proposition bulgare en faisant bien savoir que nous n'étions pas si naïfs que cela. Quant à la Libye, on y vit cette situation paradoxale qu'au

moment où les Européens évacuaient leurs dernières bases, l'Union soviétique cherchait à s'y implanter avec d'autres tactiques (tentative d'établir un centre d'informations, facilités spéciales, accords commerciaux, propositions de vente d'armes etc). En cela, les Russes n'eurent guère de succès auprès de Khaddafi.

C'est du côté d'Alger que les Soviétiques entreprirent leur véritable offensive. Ils cherchèrent à s'assurer leur emprise sur les Algériens par le truchement de la vente d'armes et d'équipements de qualité expressément médiocre avec pour corollaire la nécessité d'installer un important service après-vente, engrenage dont les Algériens se sont bien rendus compte et qu'ils ont regretté par la suite. Au fond, comme pour Assouan, le péché des Occidentaux est d'avoir méjugé la situation et laissé le vin tourner au vinaigre entre l'Algérie et la France. D'un seul coup l'Union soviétique a acheté 5 millions d'hectolitre de vin aux Algériens heureux de brader leur vin et d'acheter ainsi des armes à vil prix. Puis les Russes ont proposé de louer la base de Mess El-Kébir. Ce n'est que depuis que nous sommes redevenus amis, que les Algériens nous ont dit toute la pression que l'URSS avait exercé pour obtenir cette base et qu'à la longue ils auraient été contraints de céder si le renvoi des conseillers militaires d'Egypte n'avait eu lieu. Au moment où s'installait ce que l'on a appelé "la détente chaude", c'est une véritable pactomanie qu'a déployé l'Union soviétique vis-à-vis du Caire, de Bagdad, de Damas et d'Alger; sans succès d'ailleurs dans ce dernier cas.

Quant à l'Egypte, il a également fallu le renvoi des conseillers militaires, pour que l'on nous dépeigne les pressions et brimades subies. Ici également la tactique du service après-vente avait joué en plein et l'on apprit que l'Union soviétique n'avait pas livré d'armes offensives aux Egyptiens, et ne les avait entraînés qu'au combat défensif. C'était là une attitude délibérée, éclairée manifestement par le fait que les Egyptiens prenaient trois ans et les Vietnamiens trois mois pour utiliser le matériel russe.

- 7 -

Cet état de choses a poussé Sadate à demander une évolution de la coopération soviétique et à requérir une livraison d'armes offensives, un entraînement de ses troupes au combat offensif et un retrait des officiers russes. Il envoya à cet effet une délégation à Moscou qui arriva peu après le départ du Président Nixon. Alors que Sadate voulait convenir à deux du retrait en question, les Soviétiques s'y opposèrent et le mirent en demeure d'y mettre le terme lui-même, quitte à coopérer ou non par la suite. Ainsi obligé, Sadate l'a fait on ne peut plus mal, sans se garantir, sans formule de remplacement, et sans en informer les autres pays arabes. Au lendemain de sa décision, j'ai dit à Sadate que les Russes reviendraient certainement et avec des conditions d'autant plus dures.

Sur un autre plan, Sadate doit continuellement faire face aux pressions de Khaddafi qui, rongé par son frein, promet ses avions aux Philippines, à l'Ouganda, à l'Irlande, au Yémen, au Maroc et au Tchad. Il a dû accepter l'ultimatum d'un commandement unifié. On a aussi assisté à la création d'une fédération à quatre, à trois, puis à deux ... On ne sait au juste où cela finira! J'ai personnellement beaucoup de respect pour Khaddafi. C'est un homme croyant mais pathétique d'ignorance; c'est une véritable boule de nerfs; il croit que tout est facile et que l'on a qu'à s'exécuter pour réaliser ses desiderata.

Consciente de la rivalité de toujours entre Le Caire et Bagdad, l'URSS a aussitôt conclu un pacte avec Bagdad après le renvoi de ses conseillers d'Egypte. De même, dès l'établissement de l'axe Le Caire - Tripoli, Moscou a réussi ce coup de force de réconcilier Bagdad et Damas. C'est là le vieux problème du croissant fertile tant caressé par les stratèges de la Grande-Bretagne. Qu'il voie le jour à l'ombre de Moscou, il n'y a qu'un pas. Jamais les Russes n'ont été pour la paix. Ils ont contribué à créer une théorie ni de guerre ni de paix, plus terrible qu'une paix ou une guerre franche.

Nous en sommes à la sixième année de la fameuse résolution 242. Force est d'avouer qu'elle n'est plus praticable. Les pays arabes dont les territoires ont été occupés ont joué, eux, la règle internationale. Ils se sont prêtés à tout et ont été jusqu'à l'extrême limite du compromis. Jarring a fait beaucoup dans ce contexte, mais les Israéliens n'ont pas répondu à sa lettre tandis que Sadate a accepté. Moi, je n'arrive pas à comprendre ce que veut Israël. Il est cependant le seul à avoir compris que le vrai problème est entre les Palestiniens eux-mêmes. Il sait que les pays arabes ne peuvent rien si le problème palestinien n'est pas réglé. Je pense, quant à moi, que si Israël veut réellement exister il aurait dû chercher à mériter une solution, qui aboutirait à une sorte de deuxième promesse Balfour adressée aux Palestiniens. Il va falloir en effet redonner aux Palestiniens une patrie, dont il faudra discuter des frontières, qui serait naturellement concédée sur les territoires occupés. Il y aurait ensuite un problème arabo-arabe à régler avec la Jordanie. De toute façon, qu'il s'agisse d'un état fédératif ou de deux états souverains, Israël est condamné à un certain degré de coexistence avec la patrie palestinienne; ou bien alors chacun continue à tenter d'éliminer l'autre à chaque occasion.

Golda Meir elle-même a dit que les pays arabes peuvent perdre quinze fois la guerre sans que cela soit mortel, mais qu'Israël ne saurait la perdre une seule fois. Les Israéliens ont le choix de jouer à la coexistence ou de jouer à faire peur. Jusqu'à présent, ils ont obstinément choisi la deuxième solution. Ils se trompent gravement cependant s'ils pensent s'en sortir en escamotant le problème et en liquidant physiquement les Palestiniens.

On prend toujours l'exemple des discussions entre les Grands, entre les deux Corées et entre les deux Allemagnes pour prétendre que seuls les Arabes refusent le dialogue. Il ne saurait cependant y avoir de dialogue sans tenir compte des Palestiniens

eux-mêmes. En fait, le ghetto de Varsovie, c'est eux. Personne n'en tient compte; personne ne les considère comme des interlocuteurs valables. J'ai moi-même supplié Jarring d'écouter les Palestiniens et il m'a répondu qu'il n'avait pas de mandat à cet effet et ne voyait que les gouvernements. Dans ces circonstances il n'est guère facile de les raisonner, mais en se mettant à leur place on est bien obligé de comprendre leur comportement. Les choses changeront immédiatement le jour où on les traitera en interlocuteurs responsables. Je vous assure que chaque fois que nous avons discuté avec eux, ils se sont avérés étonnants de modération.

Je souhaite qu'à l'aube de la paix au Viêt-Nam soit résolu ce problème d'autant plus scandaleux que tout le monde doit quelque chose à Jérusalem.

La Tunisie a voulu célébrer la mort de Saint Louis avec le monde chrétien pour bien montrer que le temps des croisades a disparu et fait place à la concorde entre chrétiens et arabes. Mais il ne faudrait pas alors que les Juifs monopolisent Jérusalem à leurs dépens. Ils commettent un sacrilège en transformant la structure et l'architecture de Jérusalem et en créant cette sorte de centre industriel qu'est "New Jerusalem". Nous sommes étonnés et choqués d'assister à l'indifférence du monde chrétien après tant de croisades. De Gaulle lui-même m'a dit qu'il ne saurait y avoir de paix tant que les Juifs occupent les lieux saints. Bien entendu on ne va pas lever l'étendard du croissant et de la croix contre l'étoile de David, mais on veut le dialogue et on se pose la question en fait de savoir si il est dans la nature des dirigeants israéliens actuels de faire la paix. Faut-il en attendre d'autres?

Je crois quant à moi que c'est une question de temps. M. Jarring est fatigué et ne peut plus servir à grand chose. La résolution 242 est dépassée et si vraiment on l'appliquait, on ne résoudrait rien, car elle ne tient pas compte des Palestiniens. Faudrait-il chercher ailleurs, dans des accords régionaux à l'instar des exemples européens, et en groupant des pays qui se sentent

directement concernés ? Nous, Tunisiens, n'excluons aucune recherche et voulons briser cette dynamique de terreur et de guerre et la remplacer par une dynamique de paix. L'Europe doit être toute aussi concernée que nous par ce problème qui sévit à son flanc sud, car le mal risque de contaminer non seulement le corps arabe, mais aussi celui de l'Europe. Voyez ce qui se passe en Turquie, voyez les réactions en Ouganda ! On semble aujourd'hui vouloir faire assumer aux Arabes la condition de Juifs et je pense que si l'on continue ainsi on risque de provoquer un mouvement antisémite nouveau d'une gravité et aux conséquences incalculables.

Nous, Tunisiens, n'avons pas de problèmes avec les Juifs et je l'ai dit directement à Abba-Ebban à l'Assemblée à New York. Nous comptons des Juifs même dans notre parlement et je vous assure que certains de mes meilleurs amis sont des Juifs.

En définitive Israël est un immense ghetto au milieu d'un monde hostile. Cela peut durer cinq, dix, voire cent ans jusqu'à ce qu'il soit un jour majeur, mais alors Israël ne recueillera que ce qu'il a semé. Nous sommes aujourd'hui dans la vingt-cinquième année d'engance de haine et de violence. Je pense qu'il faut absolument considérer la complémentarité et la solidarité des problèmes en jeu et non les antagonismes entre les pays arabes et l'Europe, car, qu'on le veuille ou non, cette région et l'Europe sont appelées à coopérer et à se comprendre davantage. En définitive, une coexistence ne dépend que d'Israël. Il importe que les Palestiniens ne soient pas ignorés, car ils ont droit à une patrie taillée dans les territoires occupés.

J'ai été long, Monsieur le Ministre, et m'excuse d'avoir été un peu passionné, mais il est bon que vous connaissiez notre attitude, d'autant plus que la Tunisie représente un cas particulier au sein du monde arabe. Les pays arabes sont malades d'Israël. Il existe une véritable croisade à leur égard; ce sont les mal-aimés. Si il est bon également que les pays arabes

tiennent compte de l'attitude de l'Europe pour qui tout doit obéir à la raison, toutes les affaires ne sont pas cependant que de raison et d'ordinateurs. Les affaires du coeur ont encore leur place. Nous déroutons, c'est vrai, encore que nous, Tunisiens, soyions formés à la discipline latino-grecque et cartésienne et que nous essayions de voir comment nous sommes nous-mêmes vus par les autres. Nous avons failli être mis à l'index par nos frères arabes; nous ne trichons cependant pas avec eux et ne disons que la vérité. En fait, les Arabes sont choqués que les Occidentaux les traitent ainsi et l'Occident est choqué que les Arabes soient choqués.

M. Graber: Je vous remercie mille fois de la manière directe et ouverte par laquelle vous avez abordé ce problème. Votre exposé contribue grandement à notre compréhension de cette question. Pour nous le problème se pose à deux niveaux. D'un côté, nous avons l'opinion publique, qui réagit avec ses nerfs et son coeur, sensibilisée qu'elle est aujourd'hui en matière de terrorisme, et pour laquelle il suffit d'un rien, d'un petit drame, pour qu'elle réagisse. D'un autre côté, c'est l'attitude officielle, celle du gouvernement que l'on juge pour son action, sa politique et son ouverture.

Il est clair qu'une solution concrète et réaliste ne peut être trouvée sans tenir compte des Palestiniens et que c'est une solution politique du problème qui doit être recherchée. Nous, ici en Europe, on ne peut l'imaginer; mais vous, oui. Est-ce que jamais on n'a pu en Occident avoir l'impression que les Arabes oeuvraient pour une solution politique au lieu de ne faire entendre que des paroles de guerre et de désespoir ?

M. Masmoudi: Je suis d'accord avec vous en ce qui concerne cette absence de volonté de négociation de la part des Arabes. Nous avons cependant une solution au sujet de laquelle les Palestiniens sont en principe d'accord. Je ne trahis pas un secret, j'en ai parlé avec Kissinger, Rogers, Jarring, Waldheim et les Français:

C'est le principe d'un home, d'une patrie viable. Il s'agirait d'un Etat qui devrait être pris dans les territoires occupés et dans une partie de la Jordanie. En effet il ne suffit pas de dire simplement que les Palestiniens ont la Jordanie et qu'il n'y a qu'à transformer celle-ci en république. Tout le problème réside donc dans la rétrocession des territoires palestiniens.

Les pays arabes ne veulent plus jeter les Juifs à la mer; Nasser lui-même l'a dit à Israël. En effet, en raisonnant par l'absurde, que feraient donc en cas de victoire les Arabes de leurs prisonniers? Ils ne pourraient tous les tuer et se mettraient bien à discuter sur une carte.

Je vous avoue que nous, Tunisiens, trouvons idiot de la part des Arabes de ne pas discuter. Comme il existe déjà un schéma, celui de l'ONU, on devrait pouvoir s'en inspirer; mais sur ce plan-là personne jusqu'à présent ne l'a proposé. Je peux vous affirmer que les Palestiniens sont d'accord sur cette approche. Pour nous, la France est le pays qui a le mieux compris le problème. M. Pompidou pense que le jour où les Israéliens seront moins forts, ils composeront. Mais ceci signifie beaucoup de temps. Je comprends que les Palestiniens ne claironnent pas qu'ils sont pour telle ou telle situation car ils se trouvent non pas en situation de paix mais de guerre. Je suis frappé par la déraison d'Israël. Israël pense en avare, en petit, pas en avant et à la coexistence. Nous voudrions seulement que cette affaire d'injustice à l'égard des Palestiniens ne puisse se renouveler à l'avenir et essayons de le faire comprendre à tous. C'est une question de temps... Il faut continuer nos efforts.

M. Graber: Je vous remercie. D'un côté Israël est dans une position de force alors que de l'autre il y a situation de faiblesse et c'est bien un peu ça le drame. Si l'on était au niveau du ciel une solution se dégagerait peut-être, mais ici on n'arrive mal à réaliser s'il existe une position réaliste acceptée par tous les partis.

M. Masmoudi: C'est vrai. Voyez comment 65 à 75 % du budget de ces pays est englouti dans la ferraille ! Voilà le véritable plan diabolique sioniste.

Nous pensons que puisqu'on a déclaré la guerre à Israël et n'avons pas gagné il faudrait démobiliser, dire au-revoir aux Soviétiques et déclarer la paix à Israël. Israël serait alors en danger de paix!

Evidemment quand on est à Carthage, c'est facile de tenir de tels propos et c'est pourquoi nous avons dit à Khaddafi et à Alger d'être plus modestes et de ne pas souffler sur le feu. Les Arabes ne sont pas uniquement malades d'Israël, mais de développement, de propreté, de science... Qu'ils se guérissent! Consacrer 75 % de leur budget à l'armement est un non-sens, car à force d'avoir des armes et de ne pas les utiliser elles s'emploient à l'intérieur!

Autour de nous ce ne sont partout que des coups d'Etat. Regardez l'Algérie, la Libye on n'en parle pas, l'Egypte, la Syrie, l'Iraq où on laisse les gens pendus dans la rue, le Maroc... Et pourquoi cela! Parce que chacun rêve de son mirage. Quand on n'a pas son fantôme, on veut son mirage!

CSCE

M. Graber: Si vous le voulez bien, Monsieur le Ministre, en parlant de la recherche de la paix nous pourrions encore aborder la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui devrait débiter le 22 ou le 29 novembre. Une question qui se pose à ce sujet est de savoir si certains pays non-européens à proprement parler pourraient y participer et de quelle manière. Nous n'avons pas de position bien arrêtée quant à la forme de leur association; différentes formules sont possibles.

M. Masmoudi: L'idée de cette conférence est née chez les stratèges soviétiques désireux de consacrer l'entité de l'Allemagne de l'Est, de résoudre le problème de Berlin et ceux des frontières de la

- 14 -

deuxième guerre mondiale. Nous ne pouvons partager les vues soviétiques; car adossés à l'Afrique, attentifs aux problèmes de l'Europe et ne pouvant ignorer ce qui s'y passe, il est normal que cette conférence suscite quelque écho chez nous. Nous avons constaté que la notion de patrie ou de nation est beaucoup plus forte que celle d'idéologies comme le communisme par exemple. Etant donné que les problèmes de la conférence datent déjà quelque peu, nous serions très désireux que l'on puisse y traiter certains problèmes du jour comme le Moyen-Orient et la sécurité en Méditerranée. En effet, si on veut que cette conférence soit réellement européenne ces questions doivent absolument s'y poser. Nous avons fait presque du porte à porte pour qu'elles soient inscrites à l'ordre du jour. La réponse initiale de l'URSS a été: "oui", pourquoi pas... Puis elle a enjoint les Egyptiens de nous contrecarrer en proposant une conférence des non-alignés. La sécurité en Méditerranée dépasse le cadre de celle-ci. Il est difficile de prétendre que la Turquie, la Grèce et l'Italie, toutes membres du pacte atlantique, ne sont pas engagées. Nous n'acceptons pas que les Européens parlent de sécurité sans inclure les deux catégories de méditerranéens, ceux du Nord et du Sud. Si la conférence ne mentionne pas la Méditerranée, alors nous ne sommes pas concernés et proposerons une conférence sur la sécurité purement méditerranéenne; dans le cas contraire, nous voulons avoir notre mot à dire.

Les Français nous ont déclaré avoir convenu avec l'URSS de ne pas parler de sécurité! Mais que si la question était néanmoins traitée, ils nous y inviteraient. M. Kreisky est d'accord avec nous pour inscrire la question méditerranéenne à l'ordre du jour, M. Lopez-Bravo aussi. Quant aux Américains, peut-être ne tiennent-ils pas effectivement à ce que l'on parle d'une réduction de la sixième flotte!

Churchill a dit de la Méditerranée qu'elle est le ventre mou de l'Europe. Il s'agirait de s'en souvenir. Nous pensons effectivement que l'Europe doit non seulement s'occuper de sa vocation de l'Atlantique à l'Oural mais également considérer ses dimensions Nord-Sud. L'Europe sera-t-elle tentée de se ranger du côté

d'une grande puissance ? Sera-t-elle attirée par le Nord, le large de l'Est ou la Méditerranée ? Nous aimerions bien le savoir. Nous pensions qu'une certaine conception allait se dégager de cette conférence et que le cas échéant nous serions là pour faire valoir notre solidarité avec l'Europe. En fait, nous avons un peu perdu nos illusions. Depuis l'arrangement sur Berlin les Soviétiques estiment que la Conférence de sécurité a perdu de son importance. Bravo pour la diplomatie russe !

Vous-même, Monsieur le Ministre, que pensez-vous de cette conférence compte tenu de ce que vous connaissez ? Les Chinois parlent d'une conférence d'insécurité ?

M. Graber: Les Chinois sont en effet aussi hostiles à la conférence qu'ils le sont à l'égard du Marché Commun. Dès le départ nous n'avons guère nourri d'illusions quant à cette conférence; mais du moment qu'un climat de détente se faisait sentir, on ne pouvait se dérober. Lucides dès le départ, nous en sommes maintenant arrivés au point de se demander si il y a encore un intérêt à tenir cette conférence. Ce que les Russes recherchaient, ils l'ont obtenu. Le statu quo est là et on ne voit vraiment pas qui pourrait le mettre en cause. La DDR est sortie de son ghetto et sa reconnaissance quasi acquise. Or l'Ouest n'a rien obtenu du tout ! Les demandeurs ne changeraient-ils pas de camp ? Considérez le point si important de l'échange libéralisé des hommes et des idées... on en est actuellement qu'à s'envoyer des tournées et des cirques !

Bref, manifestement chacun se rend à cette conférence complètement désillusionné; jusqu'où l'exercice sera-t-il poussé ? On voit mal un apport réciproque à peu près équivalent. Il est clair que l'Est a besoin de technologie. Il offre en échange des matières premières et du gaz; c'est évidemment volatil ! L'exercice devient quelque chose d'absurde.

Chacun se prépare actuellement à la phase préparatoire qui sera longue. Je pense qu'en définitive chacun s'occupera de sauver la face vis-à-vis de son opinion publique qu'il a mobilisée.

Sous quelle forme certains pays extra-européens pourraient-ils y participer reste à examiner. C'est cependant volontiers que nous serions disposés à être votre mandataire.

Conférence de sécurité en Méditerranée

M. Masmoudi: Par l'intermédiaire d'un mandataire, c'est difficile; mais en tant qu'observateur, oui.

Si il s'avère que nous ne pouvons participer à la conférence, nous avons décidé de prendre part à toutes les conférences spécifiquement techniques (droit de la mer, pollution, etc...), puis d'organiser une Conférence de sécurité proprement méditerranéenne. Nous y convierons tout le monde même si en définitive seuls les non-alignés seront présents; je pense néanmoins que tous y seront intéressés.

Plusieurs thèses sont en jeu: une conférence globale ou deux conférences séparées, l'une pour la partie orientale, l'autre pour la partie occidentale. Mintoff vient d'avoir une initiative personnelle et m'a prié de participer prochainement à Malte à une conférence qui réunirait Libyens, Tunisiens, Italiens et Maltais. Nous n'avions pas pensé quant à nous à quelque chose au centre de la Méditerranée jusqu'à présent et je ne sais si les autres seront d'accord. L'Italie acceptera peut-être parce qu'elle serait heureuse de renouer le dialogue avec les Libyens. La Tunisie s'y rendra pour voir ce que Malte propose.

M. Graber: J'aimerais encore vous poser une toute autre question concernant les relations entre l'Inde, le Pakistan et le Bangla Desh, car nous avons appris que vous avez eu l'occasion de vous entremettre entre ces trois pays.

Bangla Desh

M. Masmoudi: En effet, lors d'une réunion d'une trentaine de pays musulmans à Djeddah, il a été décidé d'envoyer une délégation au Bangla Desh, au Pakistan et en Inde afin de tenter une médiation sur place. Sur ce, Moscou, vigilante, a pris l'initiative d'inviter aussitôt Ali Bhutto et de proposer une réunion à trois sous sa bénédiction, nous coupant ainsi l'herbe sous les pieds. A New York, vu l'affrontement de l'URSS avec la Chine, on s'est dit qu'il était inutile de s'opposer à l'existence même du Bangla Desh, mais qu'il était possible de réfuter qu'il entre à l'ONU sur la base du non-respect du droit international. Il nous semble que le Pakistan devrait être disposé à reconnaître par écrit le Bangla Desh en déclarant: "Vous, Bangla Desh, êtes-vous disposé à libérer les prisonniers et alors être appuyé à l'ONU par trente pays musulmans ?" Nous sommes en train d'agir actuellement dans ce sens. Est-ce qu'au dernier moment, l'Inde, qui a d'autres problèmes tel celui du Cachemire, sera d'accord ? C'est encore une autre question.

L'argumentation de la Chine est impeccable. Elle déclare: "Je suis entrée à l'ONU en présence d'une résolution; tant qu'on ne la respecte pas, je ne marche pas. Ou bien l'ONU ne correspond plus à rien ou bien il va falloir respecter cette résolution. En tout cas, moi, on ne m'accusera jamais de ne pas l'avoir respectée et je n'hésiterai pas à utiliser mon veto en ce sens."

On en est là. Toute la question sera discutée en novembre. D'ores et déjà les Français, les Yougoslaves et certains pays de nos amis semblent admettre notre attitude.

Questions bilatérales

M. Graber: Votre ambassadeur nous a soumis quelques problèmes qui sont examinés, je vous l'assure, dans le meilleur esprit. Il existe cependant un aspect négatif et je ne sais si mon collègue, Monsieur Furgler vous en a déjà parlé. Il s'agit de l'expérience des stagiaires agricoles tunisiens sensés recevoir une formation en Suisse. L'expérience n'a pas été très heureuse et je le dis d'autant plus volontiers que c'est du côté suisse que cela n'a pas bien fonctionné.

Ces stagiaires ont en effet été traités davantage comme des manoeuvres que comme des stagiaires proprement dit et la police fédérale a l'intention de mettre fin à cette action.

A part cela, il y a le problème de la coopération technique où, à peu de choses près, on a raté la signature d'un accord. Il reste en effet encore quelques détails mineurs à mettre au point.

M. Masmoudi: Je pense que comme nous, Monsieur le Ministre, vous avez voulu donner un certain éclat à ce voyage et on serait heureux de pouvoir signer cet accord-cadre. Le cas échéant, peut-être pourrait-on mettre sur pied quelque commission mixte bilatérale qui pourrait se réunir une fois par an pour étudier les problèmes entre nos deux pays. Je vous le dis comme cela au pied levé...

M. Marcuard: En ce qui concerne l'accord de coopération technique il reste en effet encore quelques détails à régler. En principe nous sommes presque d'accord sur le texte. Subsiste la question de la clause de la nation la plus favorisée.

M. Masmoudi: C'est un précédent qui, inclus dans l'accord, nous gênerait grandement vis-à-vis des Français qui sauteraient sur cette occasion pour accroître leurs exigences. Mais ces problèmes ne sont pas vraiment des questions de principe, mais de petits détails qui pourraient faire l'objet d'un échange de lettres. Ce sont des questions que nous pourrions régler demain.

M. Moser: L'idée de cet accord-cadre dépasse nos compétences. Il est contraire à notre politique. Si nous disposons en effet d'un crédit fixe d'un montant de quatre cent millions, nous préférons dans nos projets bilatéraux nous concentrer sur un seul projet d'envergure plutôt que de donner un peu à chacun. Nous n'avons pas la compétence d'engager ce crédit, chaque cas devant être soumis à l'approbation du Parlement.

M. Graber: On peut laisser à nos collaborateurs le soin de régler cela demain.

M. Masmoudi: D'accord.

M. Graber: Monsieur le Ministre, je vous remercie.